

**PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du Conseil tenue au 45, rue des Saules à Notre-Dame-de-la-Salette, lundi le 1<sup>er</sup> février 2016 à 19 h.**

**ÉTAIENT PRÉSENTS** : les membres du conseil, Antonin Brunet, Jean-Claude Boucher, Étienne Morin et Denis Latour.

**ÉTAIT ABSENT** : Samy Thomas (sans motivation)

Siège no. 2 (vacant)

Formant quorum sous la présidence du maire Monsieur Denis Légaré.

La directrice générale adjointe Madame Mylène Groulx est également présente

**2016-02-019**

**Adoption de l'ordre du jour**

**IL EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Denis Latour

**ET RÉSOLU QUE** l'ordre du jour soit accepté tel que déposé.

**Adoptée à l'unanimité**

**QUESTIONS DES CONTRIBUABLES**

**2016-02-020**

**Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 4 janvier 2016**

**IL EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Jean-Claude Boucher

**ET RÉSOLU QUE** le procès-verbal de la séance ordinaire du 4 janvier 2016 soit accepté, tel que présenté.

**Adoptée à l'unanimité**

**2016-02-021**

**Adhésion de la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau et les municipalités d'Aumond, Blue Sea, Bois-Franc, Bouchette, Cayamant, Délage, Denholm, Egan-Sud, Gracefield, Grand-Remous, Maniwaki, Messines, Montcerf-Lytton et Sainte-Thérèse de la Gatineau à l'entente de la cour municipale commune de la MRC des Collines-de-l'Outaouais**

**ATTENDU QUE** la MRC des Collines-de-l'Outaouais et les municipalités de Cantley, Chelsea, L'Ange-Gardien, La Pêche, Notre-Dame-de-la-Salette, Pontiac et de Val-des-Monts ont établi une cour municipale commune par la signature d'une entente portant sur la délégation à la MRC des Collines-de-l'Outaouais de la compétence pour établir une cour municipale commune et sur l'établissement de cette cour :

**ATTENDU QUE** cette entente a été approuvée par un décret du gouvernement portant le numéro 1379-97 du 22 octobre 1997;

**ATTENDU QU'**en vertu de l'article 9.1 de cette entente, toute municipalité qui souhaite y adhérer doit obtenir le consentement unanime des municipalités déjà parties à l'entente et doit accepter les conditions d'adhésion dont les municipalités pourraient convenir entre elles sous la forme d'une annexe à cette entente;

**ATTENDU QUE** la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau et les municipalités d'Aumond, Blue Sea, Bois Franc, Bouchette, Cayamant, Délage, Denholm, Egan-Sud, Gracefield, Grand-Remous, Maniwaki, Messines, Montcerf-Lytton et Sainte-Thérèse de la Gatineau ont manifesté leur intention d'adopter un règlement d'adhésion à l'entente existante et acceptent les conditions mentionnées dans l'annexe jointe à la présente résolution;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Antonin Brunet

**ET RÉSOLU QUE** ce conseil par la présente, statue et ordonne ce qui suit :

**ARTICLE 1**

**QUE** la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette accepte l'adhésion à l'entente de la cour municipale commune de la MRC des Collines-de-l'Outaouais de la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau et les municipalités d'Aumond, Blue Sea, Bois Franc, Bouchette, Cayamant, Délage, Denholm, Egan-Sud, Gracefield, Grand-Remous, Maniwaki, Messines, Montcerf-Lytton et Sainte-Thérèse de la Gatineau, aux conditions prévues à l'annexe « A » intitulée « Conditions d'adhésion à l'entente portant sur la délégation à la MRC des Collines-de-l'Outaouais de la compétence pour établir une cour municipale commune et sur l'établissement de cette cour »; laquelle annexe est jointe à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme si elle était ici au long reproduite.

## ANNEXE « A »

Conditions d'adhésion à l'entente portant sur la délégation à la municipalité régionale de Comté des Collines-de-l'Outaouais de la compétence pour établir une cour municipale commune et sur l'établissement de cette cour

### **ARTICLE 1**

**QUE** la municipalité régionale de Comté de la Vallée-de-la-Gatineau et les municipalités d'Aumond, Blue Sea, Bois Franc, Bouchette, Cayamant, Déléage, Denholm, Egan-Sud, Gracefield, Grand-Remous, Maniwaki, Messines, Montcerf-Lytton et Sainte-Thérèse de la Gatineau adoptent un règlement d'adhésion à l'entente portant sur la délégation à la municipalité régionale de Comté des Collines-de-l'Outaouais de la compétence pour établir une cour municipale commune et sur l'établissement de cette cour et acceptent d'être soumises aux conditions qui y sont mentionnées.

### **ARTICLE 2**

**QUE** chacune des municipalités mentionnées à l'article 1 accepte de verser à la MRC des Collines-de-l'Outaouais, en une seule fois et à titre de contribution d'adhésion à la cour municipale commune de la MRC des Collines-de-l'Outaouais, un montant de 2,67\$ per capita selon la population établie pour celle-ci par le décret 1060-2014 du 3 décembre 2014, adopté par le gouvernement du Québec.

**Adoptée à l'unanimité**

2016-02-022

### **Autorisation de paiement – facture aux notaires « Gagné Isabelle Patry Laflamme et Associés Inc. » afin de régulariser et reconstituer l'Association athlétique de Notre-Dame-de-la-Salette**

**CONSIDÉRANT QUE** l'Association athlétique de Notre-Dame-de-la-Salette n'était plus en règle étant donné le départ des membres du conseil d'administration

**CONSIDÉRANT QU'**afin de régulariser et remettre ladite Association en règle la municipalité a fait appel aux services de Me Anne Philippe de l'étude Gagné Isabelle Patry Laflamme et Associés

**CONSIDÉRANT QUE** Me Philippe a procédé à :

- ✓ Convocation des membres de l'Association
- ✓ Adopter une résolution de régularisation et de ratification afin d'adopter les états financiers
- ✓ Confirmer la nomination du conseil d'administration
- ✓ Dépôt des déclarations annuelles au registre des entreprises du Québec
- ✓ Révision des règlements de l'Association
- ✓ Création et organisation d'un livre de société

**EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Denis Latour

**ET RÉSOLU QUE** ce conseil autorise le paiement de la facture du 19 janvier pour le dossier no. 14L21200614-1 au montant de 4553.47\$ taxes incl. prélevé du compte #02-13000-412 *Services juridiques*

**Adoptée à l'unanimité**

2016-02-023

### **Modification de la responsable pour s'occuper de la gestion du programme de subventions salariales de la CLÉ**

**IL EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Jean-Claude Boucher

**ET RÉSOLU QUE** ce conseil autorise la directrice générale adjointe à procéder à une (1) demande d'une main-d'œuvre en aménagement paysager et une (1) commis de bureau. Dans le cadre du programme subventions salariales dont la période a débuté 18 mai 2015 jusqu'au 10 janvier 2016 incl. au taux salarial de 15.00\$ de l'heure.

**QUE** la directrice générale adjointe soit autorisée à signer pour et au nom de la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette tous les documents relatifs à cet effet.

**Adoptée à l'unanimité**

2016-02-024

### **Réception de la démission du conseiller Sammy Thomas**

**CONSIDÉRANT QUE** le conseiller Sammy Thomas a remis sa démission par écrit (via courriel le 1<sup>er</sup> février 2016)

**IL EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Étienne Morin

**ET RÉSOLU QUE** ce conseil accepte la démission de monsieur Thomas et que des élections pour le remplacer seront faites dans les délais prescrits par la loi

**Adoptée à l'unanimité**

2016-02-025

**Embauche d'un nouveau pompier**

**ATTENDU QUE** le Service de Sécurité Incendie (SSI) a comme objectif d'atteindre des effectifs de 20 pompiers

**ATTENDU QUE** le Schéma de Couverture de Risques en Sécurité incendie, fixe des effectifs de pompiers pour faire des interventions efficaces

**ATTENDU QUE** l'état-major du SSI recommande fortement l'embauche de Sébastien Gratton étant donné que celui-ci possède déjà sa formation de pompier 1

**EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Antonin Brunet

**ET RÉSOLU QUE** le conseil confirme l'embauche de Sébastien Gratton au poste de pompier volontaire

**Adoptée à l'unanimité**

2016-02-026

**Embauche d'une adjointe administrative**

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil a décidé de suivre les recommandations de l'étude réalisée par « Séguin Daoust consultants » pour évaluer le travail des employés municipaux

**CONSIDÉRANT QUE** les consultants suggéraient de réorganiser complètement la structure administrative du bureau municipal;

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil a mis fin à l'emploi de l'employée 02-009 le 5 janvier 2016 pour permettre l'embauche d'une employée avec l'expérience et les études requises pour bien combler le poste d'adjointe administrative

**EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Antonin Brunet

**ET RÉSOLU QUE** ce conseil accepte de procéder à l'embauche d'une adjointe administrative ayant le numéro 02-014 pour une période d'essai 3 mois au même taux horaire que l'employée 02-009

**Adoptée à l'unanimité**

2016-02-027

**Prolongation de l'emploi pour l'employée no. 02-011 pour une durée de 3 mois à raison de 3 jours / semaine**

**CONSIDÉRANT QUE** l'employée no. 02-011 a été embauchée dans le cadre du programme d'aide à l'emploi avec le centre local d'emploi en juin 2015;

**CONSIDÉRANT QUE** l'employée donne un précieux coup de main dans tous les dossiers municipaux;

**CONSIDÉRANT QUE** la directrice générale adjointe a demandé l'employée no. 02-011 la possibilité de prolonger son emploi pour une durée de 3 mois à raison de 3 jours / semaine (soit 22,5 heures par semaine) et que celle-ci a accepté l'offre

**EN CONSÉQUENCE IL EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Denis Latour

**ET RÉSOLU QUE** ce conseil accepte de prolonger l'emploi de l'employée ayant le numéro 02-011 et procédera à une évaluation des besoins en matière d'employés municipaux en avril prochain

**Adoptée à l'unanimité**

2016-02-028

**Nomination d'une société de courtage en rentes collectives et adjudication de contrat pour le régime de retraite simplifié des employés de la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette**

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité offre à ses employés un régime de retraite simplifié (RRS);

**CONSIDÉRANT QUE** les employés de la municipalité souhaitent bénéficier d'un service personnalisé et local au niveau de leur RRS

**CONSIDÉRANT QUE** la firme d'experts-conseil « Groupe Major Inc » spécialisée dans les régimes d'assurances collectives et dans les régimes de retraite collectifs pour les municipalités de l'Outaouais, et dont les bureaux sont situés à Gatineau est en mesure d'offrir ce service personnalisé à la municipalité ainsi qu'à ses employés;

**CONSIDÉRANT QUE** le RRS, comme tout régime de pension agréé, doit être implanté et administré par un assureur;

**CONSIDÉRANT QUE** le Groupe Major dans le cadre de ses fonctions et pour le bénéfice de

ses clients, effectue annuellement une étude de marché auprès des principaux assureurs au Canada, afin de connaître les assureurs en mesure d'offrir les conditions les plus avantageuses pour un régime de pension agréé;

**CONSIDÉRANT QUE** la Great-West est l'assureur qui offre les conditions les plus avantageuses aux petites organisations telles que notre municipalité;

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité désire que le Groupe Major soit son courtier pour son RRS et que la Great-West en soit l'assureur administrateur;

**CONSIDÉRANT QUE** le Groupe Major sera rémunéré à la commission par l'assureur;

**CONSIDÉRANT QUE** l'adhésion sera sous forme de cotisation déterminée et l'investissement sera de 5% du salaire de la part de la municipalité et 5% de la part de l'employé

**EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Jean-Claude Boucher

**ET RÉSOLU QUE** le conseil autorise la directrice générale adjointe, Madame Mylène Groulx ainsi que le maire, Monsieur Denis Légaré, à signer pour et au nom de la municipalité le contrat de service avec le Groupe Major et la Great-West

**Adoptée à l'unanimité**

**2016-02-029**

**Compte à payer**

**IL EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Denis Latour

**ET RÉSOLU QUE** les factures du mois de janvier 2016 au montant total de 159,526.34 \$ soient acceptées et payés.

**Adoptée à l'unanimité**

**2016-02-030**

**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal (PAARRM) dossier no. 22374-2**

**CONSIDÉRANT QUE** le ministère des Transports du Québec autorisait une subvention maximale de 19,200.00\$, dont le versement est prévu pour l'exercice financier en cours

**EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Jean-Claude Boucher

**ET RÉSOLU QUE** ce conseil approuve les dépenses pour les travaux exécutés sur les chemins Thomas Nord et Tessier pour un montant subventionné de 19,200.00\$, conformément aux exigences du ministère des Transports

**ET QUE** les travaux ont été exécutés conformément aux présentes dépenses sur les routes dont la gestion incombe à la municipalité et que le dossier de vérification a été constitué

**Adoptée à l'unanimité**

**2016-02-031**

**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal (PAARRM) dossier no. 23368-1**

**CONSIDÉRANT QUE** le ministère des Transports du Québec autorisait une subvention maximale de 15,000.00\$, dont le versement est prévu pour l'exercice financier en cours

**EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Jean-Claude Boucher

**ET RÉSOLU QUE** ce conseil approuve les dépenses pour les travaux exécutés sur les chemins Thomas Nord et Tessier pour un montant subventionné de 15,000.00\$, conformément aux exigences du ministère des Transports

**ET QUE** les travaux ont été exécutés conformément aux présentes dépenses sur les routes dont la gestion incombe à la municipalité et que le dossier de vérification a été constitué

**Adoptée à l'unanimité**

**2016-02-032**

**Acceptation de la soumission de Marcel Baril pour l'achat de 6 ponceaux**

**CONSIDÉRANT QUE** l'inspecteur des travaux publics a procédé à la vérification des ponceaux sur le territoire de la municipalité

**CONSIDÉRANT QUE** suite à l'inspection des ponceaux, l'inspecteur a constaté l'urgence de procéder au remplacement de 6 ponceaux

**CONSIDÉRANT QUE** l'inspecteur a demandé une soumission à 2 fournisseurs, soit :

1. Marcel Baril 2459.08\$
2. Métal Gosselin 2731.00\$

**EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Jean-Claude Boucher

**ET RÉSOLU QUE** d'accepter la soumission de Marcel Baril au montant de 2459.08\$ (avant taxes)

**ET QUE** le paiement soit prélevé du compte *02-32011-529 Installation de ponceaux*

**Adoptée à l'unanimité**

**2016-02-033**

**Dépouillement de l'arbre de Noël 2015 - Chevaliers de Colomb**

**CONSIDÉRANT QUE** la demande des Chevaliers de Colomb faite en décembre a été oubliée

**II EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Denis Latour

**ET RÉSOLU QUE** ce Conseil accepte de remettre un don de 300 \$ au comité des Chevaliers de Colomb, conseils 5910, au profit du dépouillement de l'arbre de Noël pour les enfants de la Municipalité et cette dépense soit affectée dans le poste budgétaire 02-19000-991.

**Adoptée à l'unanimité**

**2016-02-034**

**Autorisation de participer : Journée des bibliothèques au salon du livre de l'Outaouais**

**II EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Denis Latour

**ET RÉSOLU QUE** le Conseil autorise mesdames Julie Bégin et Valérie Plouffe à participer à la « Journée des bibliothèques » au Salon du livre de l'Outaouais, qui se tiendra vendredi 26 février 2016 à Gatineau au coût de 20.00\$, taxes non incluses, par personne, plus les frais de déplacement (covoiturage), et que la dépense soit affectée dans le poste budgétaire *Formation AGA 02-70230-454*.

**Adoptée à l'unanimité**

**2016-02-035**

**Demande de don – Comité du Carnaval 2016**

**ATTENDU QUE** le comité ad hoc du Carnaval 2016 a été formé de plusieurs bénévoles pour mettre en place un carnaval dont le but premier est de faire des activités pour les enfants;

**ATTENDU QUE** la municipalité veut participer à des événements pour le bien des enfants, et pour la première fois, des enfants siègent sur le comité;

**EN CONSÉQUENCE, II EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Denis Latour

**ET RÉSOLU QUE** ce Conseil offre un montant de 500.\$ pour l'activité du carnaval 2016 et que la dépense soit affectée dans le poste budgétaire *Don social et commandites 02-19000-991*.

**Adoptée à l'unanimité**

**2016-02-036**

**Demande d'aide financière – Alliance pour le développement de Notre-Dame-de-la-Salette (ADN) pour la foire alimentaire 2<sup>e</sup> édition**

**CONSIDÉRANT QUE** l'alliance pour le développement de Notre-Dame-de-la-Salette mieux connu sous le nom ADN a déposé une demande d'aide financière dans le cadre de la préparation de la 2<sup>e</sup> édition de la foire alimentaire qui aura lieu le 28 mai 2016 au montant de 500\$

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil souhaite que l'évènement soit un succès

**CONSIDÉRANT QUE** la demande a été déposée après l'adoption du budget 2016

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité s'est déjà engagée financièrement avec les demandes des autres organismes

**EN CONSÉQUENCE, II EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Denis Latour

**ET RÉSOLU QUE** ce Conseil offre un montant de 250.\$ pour l'activité du 28 mai 2016, soit la foire alimentaire – 2<sup>e</sup> édition et que la dépense soit affectée dans le poste budgétaire *Don social et commandites 02-19000-991*.

**Adoptée à l'unanimité**

**2016-02-037**

**Abroger et remplacer la résolution no. 2016-01-014 Demande du conseil au comité des loisirs Val-des-Bois/Bowman/Notre-Dame-de-la-Salette**

**CONSIDÉRANT QUE** la résolution no. 2016-01-014 aurait dû se lire tel que : ce conseil a déjà versé 1,500.00\$ au comité des loisirs des trois municipalités

**CONSIDÉRANT QUE** ce conseil n'a jusqu'à présent reçu aucun compte rendu des dépenses du dit comité ni aucun rapport d'activités

**EN CONSÉQUENCE, II EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Denis Latour

**ET RÉSOLU QUE** ce conseil demande au comité des loisirs Val-des-Bois/Bowman/Notre-Dame-de-la-Salette :

1. Un bilan financier complet à jour
2. Un rapport des revenus et des dépenses à jour des deux (2) dernières années
3. Un rapport d'activités des deux (2) dernières années

**ET QUE** la présente résolution abroge et remplace la résolution no. 2016-01-014

**Adoptée à l'unanimité**

**2016-02-038**

**Inscription de l'inspectrice à la formation « Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q2,r.22) » avec la Corporation des officiers municipaux en bâtiments et en environnement du Québec (COMBEQ)**

**CONSIDÉRANT QUE** la COMBEQ offre une formation concernant l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées soit le règlement Q2, r22 à Saint-Jérôme le 4 et 5 février 2016

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité encourage ces employés à parfaire leur connaissance à tout ce qui concerne leur milieu de travail et juge important de participer à cette formation

**EN CONSÉQUENCE, II EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Étienne Morin

**ET RÉSOLU QUE** ce conseil autorise l'inspectrice en bâtiments et environnement à participer à la formation concernant le règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q2,r22)

**ET QUE** les frais de déplacements et de logement soient remboursés par la municipalité sur présentation de factures et pièces justificatives

**Adoptée à l'unanimité**

**2016-02-039**

**Acceptation de la proposition du comité du bassin versant de la rivière du Lièvre (Cobali)**

**CONSIDÉRANT QUE** le comité du bassin versant de la rivière du Lièvre (Cobali) souhaite présenter un projet de sensibilisation des propriétaires riverains sous 2 volets :

**Volet 1 : Programme d'échantillonnage de l'eau à quatre (4) stations**

1. Petit ruisseau de l'Argile au 2<sup>e</sup> pont du chemin Thomas (au début de la zone agricole)
2. Petit ruisseau de l'Argile (tributaire principal du lac de l'Argile) au pont du camping près de son embouchure
3. Ruisseau de l'Argile au pont près de la sortie de l'Argile à Val-des-Bois
4. Ruisseau de l'Argile près de son embouchure à la rivière du Lièvre (pont route 309)

**Volet 2 : Soutien technique**

20 heures pour de la formation relative à l'environnement et de l'accompagnement sur le terrain afin d'analyser certaines problématiques ou préoccupations relatives à la ressource hydrique et aux habitats associés

**CONSIDÉRANT QUE** le projet est estimé à 6045\$ et pour la réalisation de ce projet, le Cobali a approché un partenaire financier soit Brookfield ainsi qu'un programme destiné aux organismes de bassin versant pour permettre des actions axées sur la santé des lacs et cours d'eau

**CONSIDÉRANT QUE** pour compléter le projet, Cobali demande une contribution de 500\$ à la municipalité

**EN CONSÉQUENCE, II EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Étienne Morin

**ET RÉSOLU QUE** ce conseil accepte la proposition du Cobali

**Adoptée à l'unanimité**

**2016-02-040**

**Autorisation de paiement – dossier St-Pierre (entreposage illégal)**

**CONSIDÉRANT QUE** l'inspectrice en bâtiments et en environnement a fait appel aux services des avocats de la municipalité – Marceau Soucy Boudreau avocats concernant le dossier de M. St-Pierre pour l'entreposage illégal de carcasses de vieilles automobiles

**CONSIDÉRANT QUE** le dossier de M. St-Pierre sera déposé à la cour municipale

**EN CONSÉQUENCE, II EST PROPOSÉ PAR** le conseiller Étienne Morin

**ET RÉSOLU QUE** ce conseil autorise le paiement pour les honoraires de Me Soucy dans le dossier no. 6238-5

**ET QUE** le montant de la facture 994.19\$ (taxes incluses) soit prélevé dans les services juridiques

**Adoptée à l'unanimité**

**QUESTIONS DES CONTRIBUABLES**

**2016-02-041**

**Levée de la séance**

**IL EST PROPOSÉ PAR le conseiller** le conseiller Étienne Morin

**ET RÉSOLU QUE** la séance soit levée, l'ordre du jour étant épuisé.

**Adoptée à l'unanimité**

**IL EST 19 h 30**

**MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DE-LA-SALETTE**

Je soussignée, Mylène Groulx directrice générale adjointe, atteste qu'il y a des fonds disponibles pour lesquelles les dépenses ont été projetées et dépensées.

Par.....  
Mylène Groulx, directrice générale adjointe

Je, Denis Légaré maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à ma signature pour toutes les résolutions qu'il contient afin de rencontrer les exigences tel que stipulé à l'article 142 (2) du *Code municipal du Québec*.

Par.....  
Denis Légaré, maire